

## TIZI-OUZOU

## Cri d'indignation de la Fédération des fils de chouhada

Des rumeurs totalement infondées circulent dans la wilaya de Tizi-Ouzou portant sur l'augmentation de l'allocation de 9 000 DA par trimestre allouée aux filles de chouhada qui, dit-on, on ne sait dans quel but, sera portée à 30 000 DA.

Il est également question d'une pension de 5 000 DA/mois à tous les fils de chouhada quelle que soit leur situation sociale. Ces rumeurs ont provoqué un rush vers les services d'état civil des APC et sur la mouhafadha des moudjahidine dans le but d'obtenir les papiers justificatifs ouvrant droit au bénéfice d'une loi censée être votée par l'APN

mais qui n'existe que dans l'esprit de ses inventeurs.

La Fédération des fils de chouhada de la wilaya de Tizi-Ouzou dénonce, dans une déclaration remise à notre bureau, cette information mensongère qui "relève, selon les auteurs de la déclaration, d'une campagne d'intox et d'une énième tromperie visant à discréditer cette frange de la société".

"Il s'agit, en fait, de la loi de finances 2007 qui prévoit une pension aux fils et filles dont le père et la mère sont tous les deux des chouhada, autrement aux pupilles de la nation qui se comptent sur les doigts d'une main", souligne la Fédération des fils

de chouhada qui rappelle qu'"au moment où l'Etat indemnise des gens de tous bords et pendant que d'autres accaparent des biens du peuple, l'écrasante majorité des fils de chouhada est socialement démunie.

Elle est en outre méprisée et trahie par ceux-là mêmes qui sont censés la défendre". Dans cet esprit, la fédération dénonce le ministère des Moudjahidine qui "persiste à reconnaître et à prendre en charge des milliers de faux moudjahidine grâce à la complicité et au silence de soi-disants responsables d'organisations nationales de fils de chouhada manipulés à des fins

politiques". La déclaration se termine par un appel aux fils de chouhada à travers le territoire national à se démarquer et dénoncer ces responsables et à s'organiser efficacement pour des actions d'envergure pour arracher leurs droits et exiger de l'Etat algérien qu'il s'acquitte de sa dette envers eux.

La déclaration constitue un véritable cri d'indignation et reflète une révolte contre l'injustice qui frappe les laissés-pour-compte de cette catégorie de la population injustement désignée du doigt pour payer les frais d'autres.

B. T.

## DRAA-BEN-KHEDDA

## L'association des chômeurs Taddukli entame une grève de la faim

L'association des chômeurs de Draâ-Ben-Khedda, Taddukli, a entamé une grève de la faim, depuis mardi dernier, au siège de la daïra pour faire aboutir ses doléances. Cette association, créée et agréée depuis deux ans, a réussi à structurer les personnes sans emploi dont un grand nombre de pères de famille et s'est battue pour l'acquisition d'un lot de terrain de 2 000 m<sup>2</sup> sur le site de l'ex-cité des Combattants dans le centre-ville pour réaliser un centre commercial au profit des chômeurs. Selon les services de la daïra, l'étude foncière a porté sur une surface

de 4 hectares, propriété de l'APC et de la Cnep, qui devaient initialement, il y a 15 ans de cela, y ériger 100 logements. Après étude et approbation du comité technique de la daïra, l'APC a, sur ce, établi une délibération de transfert du terrain à l'agence foncière de wilaya. Cette dernière dont le conseil d'administration est présidé par le wali doit légalement se réunir le premier trimestre de l'année.

Le chef de daïra qui a organisé trois réunions avec les manifestations déplore l'impatience des grévistes et insiste qu'il n'est point question de déroger à la réglementation. Un porte-parole des grévistes de la faim, lui, campe sur ses positions tranchées. "Il n'y a plus de tabous, il n'y a plus d'intouchables à Draâ-Ben-Khedda. Par cette action, on réclame notre droit au travail, notre droit de ne plus souffrir. Les gens se trompent de cible, ils combattent les pauvres à défaut de combattre la pauvreté." Détermination et discipline, tels

sont les mots d'ordre des grévistes qui insistent : "Nous ne voulons pas verser dans l'informel et l'illégal et le sort de notre commune nous inquiète au plus haut point.

Devant cette anarchie criante et désolante qui nous étouffe chaque jour davantage, il est de notre devoir de citoyen de dénoncer l'existence d'un marché sur la voie ferrée, un réel vivier de pseudo-commerçants, une vraie jungle où le manque flagrant en matière de sécurité laisse libre cours à des rixes quotidiennes.

L'occupation outrancière de tous les trottoirs de la ville, le squatt des espaces libres..." Tels sont les termes employés dans une lettre ouverte au wali.

A l'heure où nous mettons sous presse, une énième réunion avec les autorités locales se tient à la daïra. Les grévistes campent sur leurs positions et refusent de différer la protesta. Le bras de fer est parti pour durer.

Tayeb Bouamar

## BEJAIA/A L'APPEL DE L'UGCAA

## Paralyse totale à El-Kseur

La ville d'El-Kseur a été totalement paralysée, mardi dernier, à l'appel du bureau local de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) de la wilaya de Béjaïa.

A travers leur déclaration-appel à la grève, les commerçants de la ville qui ont baissé rideau exigent "l'éradication du commerce illicite, l'ouverture d'un guichet Casinos, l'aménagement d'une gare routière, l'application du plan de transport et la mise en place d'une station de transport publique de marchandises pour camions".

Dans le même document, les protestataires réclament des services des impôts "un rabatement de 50% pour l'année 2006". Un "impôt juste qui ne contraindra plus les commerçants à la faillite et garantira les droits de nos familles", écrivent encore les grévistes qui appellent également à combattre "l'insécurité" dans leur ville.

Par ailleurs, excepté la revendication liée au rabatement des taxes d'impôts qui "ne relèvent pas de (ses) prérogatives", le premier magistrat de la ville s'est engagé à travers un communiqué rendu public à "prendre en charge les doléances des commerçants".

A. Kersani

## AIT-BOUADOU

## Citoyens et autorités réclament une polyclinique

La commune d'Aït-Bouaddou dispose bien de quatre unités de soins. Avancer que sa population bénéficie d'une couverture sanitaire convenable serait cependant aller vite en besogne et surtout à contre-courant de la réalité.

Ces unités sont implantées respectivement à Aït-Djema (chef-lieu de la commune), Aït-Ammar, Aït-Maâllem et Aït Ouehadj, soit les quatre grands villages de la localité.

Certes, elles sont bien entretenues et il ne viendra à l'esprit de personne de remettre en cause le dévouement du personnel qui y exerce dont deux médecins et un dentiste en plus des infirmiers, mais leur champ d'intervention reste largement en deçà des besoins des malades.

Selon un membre de l'exécutif communal, ces unités sont approvisionnées au compte-gouttes en médicaments et autres produits de soins, si bien que la rupture de stock est souvent fréquente. Ainsi, les médecins seraient réduits, selon notre interlocuteurs, à consulter les malades et à rédiger les ordonnances.

Quant aux interventions et soins d'urgence, les habitants d'Aït Bouaddou sont souvent orientés vers la polyclinique du chef-lieu de la daïra des Ouadhias. Censées rapprocher les infrastructures de santé des citoyens pour assurer les soins de proximité, on se demande alors à quoi peuvent bien servir ces unités qui, mieux équipées et alimentées en médicaments, pourraient, il est vrai, rendre d'immenses services à une population qui présente la particularité, dans sa majorité, d'habiter une zone montagneuse vers laquelle les accès sont fréquemment coupés en période hivernale.

Pour le président de l'APC, le mieux serait de doter la commune d'une polyclinique comprenant un service maternité qui assurerait une couverture médicale optimale aux citoyens. Ces derniers n'ont cessé, en effet, d'appeler de tous leurs vœux la réalisation d'une structure de ce type au vu des souffrances et désagréments endurés.

A.A.Y.

## BOUIRA

## Cinq cadres du RND exclus

Moins d'un mois après les élections sénatoriales, qui ont vu le candidat du FLN l'emporter sur celui du RND par 3 voix — 155 voix contre 152 —, des sanctions disciplinaires viennent de tomber contre cinq cadres de ce parti, lors d'une réunion de la commission de discipline tenue cette semaine. Selon des sources

crédibles, ces cinq désormais ex-cadres du RND auraient mené une campagne contre le candidat de leur propre parti, pourtant élu lors d'une assemblée générale à laquelle tous les militants étaient conviés. Aussi, la commission de discipline a-t-elle décidé d'exclure ces cinq élus du parti.

Y. Y.

## MEDEA

## Les habitants d'El-Faïdja (Berrouaghia) regagnent leurs terres

Compte tenu de la situation sécuritaire qui s'est nettement améliorée, une cinquantaine d'habitants de la fraction El-Faïdja, à 7 km de la commune de Berrouaghia, qui ont déserté leurs habitations durant la décennie noire, sont sur le point de rejoindre leurs anciennes demeures, à la condition sine qua non que leurs foyers soient branchés au réseau électrique.

Un "appel" est donc lancé aux autorités concernées pour relever le défi.

Hamid Sahnoun

## AZZEFOUN

## Absence d'une unité de la Protection civile

Azefoun fait face à un cruel manque d'une unité de la Protection civile. Même si la présence de quelques éléments de ce corps est souvent constatée pendant la saison estivale assurant un travail exclusivement sur le littoral, il n'en est pas de même pour le reste de la saison où ces éléments réintègrent leurs unités d'origine. Dans certains cas, l'on est contraint de faire appel à ceux d'Azazga pour assurer quelques interventions entrant dans le cadre de leurs missions mais quand on sait que cette ville est distante de près de 50 km, on imagine alors mal comment mener une mission dont le facteur temps est souvent primordial.

Le comble est que, selon les informations recueillies sur place, un siège a été construit dans le but justement de recevoir une éventuelle unité. Même s'il est fin prêt depuis maintenant près de deux ans, le statu quo est toujours de mise.

F. B.